



LE CYCLE DE L'ADIEU

CHAPITRE X

« Bases identitaires et fondamentales de la guerre d'Algérie »

Nous venons de réfléchir ensemble sur quatre exils théoriques *réels ou irréels*, vécus par le peuple juif d'Algérie ou plutôt par la fraction minoritaire du peuple français d'Algérie, de confession juive.

Je me propose, par l'intermédiaire de deux chapitres, le X et le XI, d'abandonner provisoirement le thème des *exils* subis ou non subis, par nos compatriotes français d'Algérie de confession juive, pour rappeler à quel point fut et reste encore travestie, l'histoire, ou plutôt la genèse de la guerre d'Algérie.

Cette page d'histoire travestie ou plutôt dédaignée, illustre en réalité un renoncement intellectuel et volontaire de la part des historiens qui se consacrent à ce chapitre majeur de notre histoire.

Permettez-moi de m'inscrire parmi ceux qui posent encore la question suivante : « *l'œuvre extra-métropolitaine de la France fut-elle à ce point criminelle et esclavagiste ?* ».

Cette interrogation impose une mise au point en ce début de la nouvelle ère historique qui se déploie devant nous. Une ère riche d'une menace que personne ne peut et n'ose nier :

« *la menace d'une guerre, en réalité déjà déclenchée, contre ce qui subsiste de la civilisation occidentale* ».

Une guerre que les histrions de la politique mondiale actuelle évoquent avec une désinvolture à peine concevable.

L'Algérie française fut une œuvre magnifique. Exceptionnelle. Elle représente aujourd'hui, avec une évidence quotidiennement vérifiée, une occasion ratée.

L'occasion d'une installation de la paix en Afrique, au Proche-Orient et plus loin encore.

Elle aurait été le vecteur d'un devenir géant pour la France, l'Europe, le monde occidental et l'Afrique.

L'Algérie française imposait, *pour être possible et viable, une harmonisation humainement et structurellement, je veux dire rationnellement établie entre le judaïsme, le christianisme et l'islam*. Ces trois religions étant énumérées dans leur ordre d'apparition historique.

Les conflits que nous connaissons aujourd'hui en Afrique et au Moyen-Orient, en Europe ainsi qu'aux USA, malgré une volonté de recours à l'arme chimique déjà mise en pratique, ne sont pour le moment, que des conflits « *débutants* ».

Comment définir aujourd'hui un conflit débutant ?

Un conflit débutant se définit comme une confrontation qui n'implique pas encore l'usage de l'arme nucléaire.

Les conflits que l'actualité nous offre sont chargés, avant tout, d'une aura de honte imputable aux gouvernements des pays intéressés mais imputable avant tout aux pays occidentaux.

Car ceux-ci ont sabordé la *décolonisation inéluctable et nécessaire*, quand ils ont interdit à ceux qui avaient préalablement colonisé *de la mettre eux-mêmes en route*.

Dans une logique d'irréfutable nécessité.

Une décolonisation, telle qu'elle avait été préconisée au mois d'avril 1945 par l'Assemblée Générale Constitutive des Nations Unies à San Francisco.

L'assassinat de l'Algérie française, de cette terre méprisée par De Gaulle parce qu'elle « *n'avait rien à offrir en échange de ce qu'elle demandait* » de cette terre peuplée « *de populations dont le destin est d'être miséreuses* » selon les propos de De Gaulle, cet assassinat donc, se situe à l'origine d'une mise en danger de mort du monde occidental.

Cet assassinat, pour cette raison, illustre l'identité d'un moment historique décisif *dans la conjuration permanente contre l'Occident*.

Les groupes financiers, plus ou moins occultes, qui ont téléguidé De Gaulle dans son entêtement obsessionnel à se débarrasser de l'Algérie, prennent en permanence des risques difficiles à évaluer.

Le *délestage économique du débouché colonial* qu'ils ont mis en œuvre, avait l'ambition, ont-ils affirmé, de faire évoluer les peuples dits *coloniaux* vers un statut plus rentable *de consommateurs solvables*. Transformer ces peuples colonisés hier, en peuples de clients. Des peuples à qui on allait acheter un droit d'exploitation de leur sous-sol, de leurs richesses minières et pétrolières générant ainsi, pensaient-ils, une expansion économique nouvelle exprimée à travers la notion devenue obsolète et surtout imprécise, de valeur ajoutée. En Afrique et ailleurs.

En affirmant cela, nous exprimons une vérité qui doit être soulignée avec une volonté persistante : la décolonisation fut une décision du capitalisme financier. Lui seul se situe à l'origine de la décolonisation et tout particulièrement, de la mort de l'Algérie française.

Pour l'accomplissement de ce projet, ils ont réactivé, en lui donnant vie, un mouvement islamiste fondamentaliste. Celui-ci était né après la bataille des Pyramides le 21 juillet 1798.

Il s'agit de la « *nahda* », la « *renaissance de l'islam* », dont la perspective, au delà du messianisme religieux, est de conquérir le monde par tous les moyens, y compris par la guerre.

Au XX^{ème} siècle, la *nahda* s'est exprimée avec vigueur à travers une personnalité jouissant d'un exceptionnel rayonnement historique. Jouissant d'une intelligence supérieure, enrichie d'un charme personnel indiscutable. Il s'agit de l'émir libanais, le Druze Chekib Arslan.

Je me suis souvent exprimé sur le rôle fondamental tenu par cette immense personnalité dans le développement de l'arabo-islamisme fondamentaliste universel.

Druze libanais donc, né en 1870, l'émir s'illustra très vite comme un leader islamiste offensif du Proche et du Moyen-Orient avec, face à lui, deux ennemis à combattre : le Juif et le Chrétien. Il devint très rapidement le leader reconnu de la *nahda*. *La renaissance de l'Islam*.

Arslan participa à la vie du parlement turc. Il se signala en 1915, par une prise de position officielle en faveur du génocide arménien.

Plus tard, en tant que Druze islamiste syrien et libanais, il n'accepta pas les accords de San-Remo de 1920, qui, sous l'égide de la Société des Nations, firent d'une part de l'Irak, de la Jordanie et de la Palestine, des territoires sous contrôle britannique, et d'autre part, qui firent du Liban et de la Syrie, deux territoires sous mandat français.

Il déclencha une insurrection armée contre la France en Syrie. Un tribunal militaire français le condamna à mort par contumace.

Il se réfugia à Genève. Jouissant d'un asile politique, il y créa une association pour la « *Libération de l'Afrique du Nord Française* ». Il fonda un journal. Il disposait de moyens financiers confortables d'origine imprécisée qui lui permirent de mettre en route des contacts universels et d'organiser un congrès.

Mais surtout, il donna asile à Messali Hadj, dont il assura l'évolution politique.

Celui-ci, connu pour ses aspirations indépendantistes, avait été récupéré par le communisme après la première guerre mondiale. Il devint, à ce titre, leader de L'ETOILE NORD AFRICAINE et fut utilisé par Staline qui recherchait le concours d'un notable musulman jouissant des compétences nécessaires pour convaincre les musulmans de l'Union Soviétique de se soumettre à la Révolution Rouge.

Il connut un médiocre succès et fut « poussé » hors de l'Union Soviétique par le pouvoir stalinien. Il fut invité à rejoindre l'émir Arslan à Genève, c'est-à-dire, rappelons-le, le représentant reconnu de la nahda.

Messali, en rejoignant Arslan à Genève, s'est inscrit de facto dans la mouvance de la nahda.

Originaire de l'Ouest algérien, Messali était avant tout un musulman convaincu. Il s'est révélé être l'héritier spirituel et *activiste* des premiers premiers musulmans qui, dans l'ouest de la Berbérie, c'est-à-dire de la future Algérie, dans la région de Tlemcen plus particulièrement, s'identifiaient aux effectifs générateurs de ce que j'ai désigné par « *l'onde de retour islamique* » : cet islam de l'ouest maghrébin qui s'était structuré à partir du VIII^{ème} siècle aux confins de la Mauritanie, du Mali, du sud-ouest de l'Algérie saharienne. Islam, *offensif d'est en ouest*, qui au XI^{ème} et XII^{ème} siècle connut son apogée à travers la mouvance almoravide.

Mouvance berbère et musulmane, mais avant tout mouvance qui se proclamait *arabe*.

Car cette mouvance a fait de la langue arabe le vecteur opérationnel majeur de la religion du Prophète dans l'ouest méditerranéen et, espérait-elle, dans le monde entier. Les islamistes maghrébins puis les almoravides, se sont soumis, en effet, aux prescriptions autoritaires du 3^{ème} calife. Ils ont contribué à faire de la langue arabe l'expression unique de la foi exprimée dans le coran.

La langue arabe, *la substance phonique de l'islam* écrivent des spécialistes de l'islam comme le professeur Henry Corbin, et d'autres encore.

Messali, auprès de Chekib Arslan et sur injonction de celui-ci, rompit les attaches *plus ou moins réelles* qui le reliaient au communisme. Il s'exprima dorénavant comme celui qu'il avait toujours été : *un islamiste exclusif*.

Pendant la guerre de 1939-1945, Chekib Arslan s'inscrivit ouvertement dans le camp d'Adolphe Hitler. Unissant ainsi son combat à celui d'Asmine el Husseïni, mufti de Jérusalem, qui exprimait son refus d'accepter la naissance d'un état juif en Palestine. Cette naissance avait été envisagée, en Angleterre, comme une éventualité souhaitable à l'initiative de Lord Balfour. Jérusalem devint en conséquence une cause majeure du combat mené par les islamistes. Troisième ville sainte de l'islam après la Mecque et Médine, il était hors de question d'accepter, pour Asmine el Husseïni de Jérusalem et pour Chekib Arslan de Genève, que Jérusalem devînt une ville juive. Ils n'hésitèrent pas, dans cet esprit anti-juif exclusif, à s'intégrer au combat d'Adolphe Hitler qu'ils rejoignirent à Berlin.

Messali, solidaire de ce combat anti-juif à un échelon subalterne, accepta dès le début de la guerre de 1939-1945, d'accorder son soutien aux services secrets militaires allemands. Il bénéficia personnellement du contact d'officiers du SR germanique, comme le capitaine Reiser, parmi d'autres. Ceux-ci l'assurèrent de subsides financiers. Messali fut arrêté et emprisonné. Son mouvement, le PPA, le Parti du Peuple Algérien, fut dissout et interdit dès le début de la guerre de 1939-1945.

Il n'entre pas dans le cadre de ce travail d'étudier la carrière révolutionnaire de Messali Hadj. Beaucoup d'autres l'ont fait mieux que je ne l'ai fait. Ce que je veux souligner, cependant, c'est la certitude suivante : Chekib Arslan, pendant la guerre de 1939-1945, à *partir de Berlin*, prit en mains la lutte des messalistes d'Algérie contre la France.

Au moment de la chute d'Adolphe Hitler, l'émir libanais fut capturé par les Français.

Il s'évada !

Il rejoignit sa base opérationnelle de Genève. C'était à la fin du mois d'avril 1945. La guerre mondiale n'était pas encore officiellement terminée.

Dès son retour à Genève, sans perdre de temps, il anima une première tentative de soulèvement en AFN, *simultanée et synchrone* d'une tentative de soulèvement à Damas. Dans ce dernier cas, sous la forme d'une attaque palestinienne dirigée contre nos troupes.

En Algérie, il opéra par l'intermédiaire des messalistes qui faisaient partie intégrante d'une formation politique créée à l'initiative de Ferhat Abbas en 1943, *grâce à l'appui exclusif et décisif, de De Gaulle*. Il s'agit de l'AML de Ferhat Abbas : *l'association des Amis du Manifeste de la Liberté fondée par De Gaulle, via Ferhat Abbas*, qui regroupait :

- le Parti Communiste algérien d'Amar Ouezeguène
- le PPA de Messali
- l'association des ouléma dirigée par Ibrahim Bachir à cette époque
- le Manifeste Algérien créé par Ferhat Abbas en 1942.

Le 1^{er} mai 1945 à Alger, la guerre n'était pas encore officiellement terminée, une manifestation particulièrement riche en incidents violents se déroula rue d'Isly devant la caserne du XIX^{ème} Corps d'armée. Les historiens s'entêtent à ne pas évoquer comme il le mérite, cet événement extrêmement grave.

Le nom de Chekib Arslan fut proclamé ce jour-là à Alger, *comme celui du président d'une République Islamiste Nord-Africaine à créer d'urgence.*

L'émir libanais, *échappé des Français* nous l'avons vu, avait regroupé ses moyens d'actions et surtout de propagande. Depuis Genève, il appela au *soulèvement contre la France de tous les peuples maghrébins* en soulignant qu'il ne fallait pas laisser passer l'occasion que représentait la fin de la guerre. Il mettait en exergue une vérité à ne pas négliger : l'essentiel des forces combattantes françaises d'AFN, tous les hommes d'Algérie en état de se battre étaient encore mobilisés et pour une immense majorité d'entre eux, absents d'Algérie.

Il fut le déclencheur lointain certes, des événements du 8 mai 1945 qui furent un échec pour lui, Chekib Arslan.

Sauf dans la Petite Kabylie des Babors à Sétif tout particulièrement et à Guelma à l'est de Constantine.

En ce qui concerne Sétif et la Petite Kabylie deux notions permettent de comprendre la violence des manifestations qui s'y déroulèrent.

La première notion, c'était avant tout la terre de naissance du kabyle Ibrahim Bachir cheik, né à Tocqueville, Ras-el-Oued, au milieu de ce territoire. Il avait succédé à Ben Baddis à la présidence de l'association des ouléma, dès la mort de celui-ci, le 16 avril 1940.

La seconde notion : c'était la terre où vivait Ferhat Abbas.

Pour expliquer la révolte sanguinaire de Guelma, très éloignée de Sétif puisqu'il s'agit d'une ville située à l'est de Constantine, il faut se souvenir de la personnalité de Ben Baddis. Celui-ci en tant que premier président de l'association des ouléma, avait été interné au début de la guerre, car il avait noué des contacts avec les services secrets militaires allemands. Il fut interné dans un camp de concentration. Il y trouva la mort à l'occasion d'une maladie intercurrente, le 16 avril 1940.

Pour le cinquième anniversaire de sa mort, le 16 avril 1945, une cérémonie commémorative fut célébrée dans le Constantinois.

On y évoqua au milieu d'une violence extrême, « *l'assassinat de Ben Baddis par les Français le 16 avril 1940* ».

Tel fut le prétexte formulé par les manifestants. Message psalmodié, ou plutôt hurlé dans un vacarme de *youyous* par une foule fanatisée, tenue en mains par les scouts musulmans. La haine se traduisit par des cris de mort.

« *Katlan n'sara* » ... « *tuez les chrétiens !* » tel fut le cri de guerre dominant entendu lors de cette manifestation du 16 avril 1945.

Cette commémoration se déroula dans l'est du département de Constantine et constitua la base de départ de messagers pour appeler à la révolte tous les Kabyles du Constantinois.

Obéissant à l'appel de Chekib Arslan du 1^{er} mai 1945, le site de Guelma répondit le 8 mai 1945, avec violence et sauvagerie.

Il fallait réagir de toute urgence à ce soulèvement partiel du 8 mai 1945, dans un seul but : *éviter un massacre de Français sur la totalité du territoire algérien.*

Je n'ai pas honte d'affirmer, quitte à heurter une fois de plus la sensibilité venimeuse de celui que je considère comme un délateur et surtout un ignare mal intentionné, IS de l'Hérault : il a fallu « *terroriser la terreur* » pour protéger nos compatriotes contre un massacre de masse.

Je ne suis pas sanguinaire, loin de là. Mais lorsque nous sommes assassinés par un ennemi qui scande sa volonté de nous anéantir collectivement, parce que nous sommes « *n'sara* » parce que nous sommes chrétiens, il est impossible devant l'urgence de marchander la vigueur de notre défense.

Dans le but prioritaire de protéger femmes, enfants et hommes désarmés.

Après la résolution de cette attaque contre notre pays et notre peuple, *accompagnée, nous l'avons souligné, heure pour heure d'une agression synchrone de nos troupes à Damas par des Palestiniens*, l'Algérie connut une curieuse période.

Une période dite « de paix ».

Sur une terre où vont se nourrir deux conjurations :

une première conjuration contre la France accompagnée d'une seconde conjuration contre la Croix. Conjuration conduite par des comploteurs d'Algérie, de France, et d'ailleurs.

Un argument alimenta, hier comme aujourd'hui encore, la volonté révolutionnaire de nos ennemis : *c'est la vigueur de notre riposte du 8 mai 1945*. Riposte qui avait mis en réalité l'AFN à l'abri d'un bain de sang. Il fut évoqué, à propos de cette répression, un chiffre de victimes vingt fois supérieur au chiffre réel.

Vint l'amnistie octroyée par la IV^{ème} république, née en 1946. Amnistie en faveur de tous les condamnés, c'est-à-dire en faveur de ceux qui avaient participé aux « événements » du 8 mai 1945, en particulier en Kabylie et à Guelma. Qui avaient hurlé « *Katlan n'sara* », « *Tuez les Chrétiens !* ».

A propos de cette amnistie, je vous transmets l'information suivante : elle fut l'occasion de « résurrections multiples ». Car ils avaient été très nombreux ceux qui se cachaient et qui avaient été déclarés morts par leur famille. Ceux-ci réapparurent bien vivants après l'amnistie de 1946. Celle-ci les mettait à l'abri de toutes les poursuites judiciaires.

Par ailleurs, l'amnistie de 1946 conféra, évidemment, leur liberté d'action à des hommes qui avaient été *administrativement* sanctionnés.

Les principaux leaders rendus ainsi à une liberté *politique* totale, prirent tous une initiative qu'ils ont tenu à relater eux-mêmes dans leurs écrits respectifs.

Je fais référence à leur prise de contact immédiat avec le président en fonction de l'association des ouléma. Ibrahim Bachir reçut successivement dans ces conditions, Abderrahmane Farès et Ferhat Abbas. Ces hommes, par ailleurs pratiquants très modérés de leur culte, recherchaient le blanc-seing de ce notable religieux kabyle né à Tocqueville, Ras-el-Oued, en plein territoire insurrectionnel.

Un blanc-seing nécessaire à leurs activités futures.

Activités ou plutôt actions qui aspiraient à rendre nulle une disposition de la constitution de 1946 : celle qui stipulait, sans ambiguïté, que les départements français d'Algérie faisaient partie intégrante des territoires de la République française.

Ibrahim Bachir s'est employé en quelque sorte à rappeler à l'ordre ces nouveaux leaders. Ceux-ci assumèrent leur rôle respectif dans la mise à mort de la France sud-méditerranéenne. Ils avaient éprouvé cependant la nécessité pour l'accomplissement de leur tâche, d'un blanc-seing, nous l'avons précisé par ailleurs, un « *imprimatur verbal* » pour mettre en œuvre leur perspective révolutionnaire. El Bachir el Ibrahim fut celui qui octroya *cet imprimatur verbal*, tout particulièrement à Ferhat Abbas et à Farès nous l'avons vu, mais aussi à Messali Hadj, assigné à résidence dans la petite ville de Revel-Chelala, à l'ouest d'Alger.

L'AML de Ferhat Abbas avait été dissoute dès le début des *évènements*. Le 8 mai 1945. Ce qui appelle une précision d'importance majeure.

L'AML, *l'association des Amis du Manifeste de la Liberté*, n'était en réalité qu'une fédération de partis politiques, structurée dans un but opérationnel anti-français. Mise en place officiellement en 1943.

A la sollicitation de Ferhat Abbas.

De Gaulle, permettez-moi de le rappeler, donna son accord pour la naissance officielle de ce mouvement. De Gaulle prit ainsi la responsabilité historique d'officialiser les statuts de l'AML.

Malgré l'opposition du général Giraud.

Dans cette attitude, De Gaulle ne faisait que se soumettre aux exigences de Robert Murphy, le représentant personnel de Roosevelt à Alger depuis décembre 1940.

Cette association, l'AML, fut dissoute bien évidemment au moment des émeutes sanguinaires du 8 mai 1945. Il n'était pas envisageable, même pour la IV^{ème} république, qu'un mouvement similaire pût voir le jour en 1946, après l'amnistie.

Prenons soin de ne pas négliger les précisions qui vont suivre.

Le premier constituant de ce mouvement, l'AML, nous l'avons précisé, était le Parti Communiste Algérien, le PCA.

Or, celui-ci, non seulement s'opposa au déclenchement des émeutes du 8 mai 1945 contre la France et le peuple français, mais aussi et surtout, appela à une répression sévère et sans pitié.

Amar Ouezeguène et Maurice Thorez, exigèrent, par écrit, la rigueur ultime de la République contre les émeutiers qu'ils ont qualifiés d'*hitlériens*.

Ce qui correspondait, mais qui le savait, à une identification fondamentale et irréfutable de l'évènement du 8 mai 1945.

Car celui qui avait inspiré et déclenché cette tentative de massacre de Français, c'était l'ancien complice d'Adolphe Hitler, *l'émir libanais Chekib Arslan* qui, libéré par les Français après sa capture en avril 1945, lors de l'effondrement allemand, avait pu rejoindre Genève et à partir de cette ville, déclencher une insurrection anti-française, qu'il espérait africaine et libano-syrienne.

Cette décision de soulèvement nord-africain et proche-oriental fut un échec et ne connut qu'un succès partiel, nous l'avons vu, à Sétif, en Petite Kabylie d'une part, et à Guelma, à l'est de Constantine, d'autre part.

La première de ces deux zones était sous l'influence directe du cheik des ouléma, Ibrahim Bachir. Quant à Guelma, à l'est de Constantine, elle était tenue en main par les anciens fidèles de Ben Baddis, le premier président de l'association des ouléma.

L'affirmation publique et surtout écrite d'Amar Ouezeguène et de Maurice Thorez accusant les émeutiers du 8 mai 1945 d'avoir été inspirés par l'hitlérisme, identifiait donc la nature réelle de la conjuration opérationnelle dirigée contre la France.

C'est pour cela qu'elle mérite d'être soulignée.

Le deuxième constituant de l'AML : c'était l'association des ouléma fondée, je le rappelle, au mois de mai 1931. Normalement, elle représentait l'âme religieuse de la conjuration qui s'était exprimée au sein de cette association, l'AML. « *Ma religion c'est l'islam, ma langue c'est l'arabe, ma patrie c'est l'Algérie* » tel s'exprimait le fondamentaliste Ben Baddis.

Il conférait à l'Algérie une définition religieuse et révolutionnaire exclusive.

En même temps, il l'incluait dans une mouvance conquérante universelle, l'arabo-islamisme fondamentaliste.

Ben Baddis, un Berbère, exigeait à outrance l'usage exclusif de la langue arabe. Pour lui, « *la réciprocité opérationnelle entre les textes et les récitants* », « *la psalmodie qui cautionne que l'on reste soi et qui symbolise l'universel* » étaient exprimées par le moyen de la langue arabe littéraire, « *substance phonique de l'islam* ». Sa volonté de combattre la France explique que le président Ben Baddis ait prêté une oreille complaisante aux services secrets allemands d'autant plus que son hostilité contre la France était majorée de sa volonté de combattre les juifs.

Malgré tout ce capital d'antécédents, la IV^{ème} république naissante en 1946 *ne sanctionna pas l'association des ouléma* et son nouveau président Ibrahim Bachir. Celui-ci put non seulement poursuivre la mise en place de l'arrière fond ethnico-religieux de la future guerre d'Algérie, mais il put organiser de fructueux contacts avec différents leaders de l'anti-France.

Le troisième constituant de l'AML s'illustre à travers le « Manifeste Algérien de la Liberté » créé par Ferhat Abbas après le débarquement américain en AFN du 8 novembre 1942.

C'est autour de ce manifeste que s'était structurée l'AML en 1943.

Il s'agit-là du seul élément qui mérite d'être rappelé.

Ferhat Abbas n'éprouva aucune difficulté en 1946 à faire renaître ce Manifeste Algérien auquel la République française semblait attribuer une importance dérisoire. Cette nouvelle association s'intitula l'UDMA, *Union Du Manifeste Algérien*. En 1946 elle fut présidée par Ferhat Abbas lui-même, en collaboration avec mon confrère algérien, le docteur Ahmed Francis, vice-président de l'UDMA.

Le quatrième constituant de l'AML dissoute après le 8 mai 1945 c'était le PPA : le Parti du Peuple Algérien. Il s'agissait en réalité d'une deuxième dissolution car le PPA avait connu cette mésaventure au début de la guerre, en 1939.

Quand il fut établi par le SR français que Messali avait accepté des contacts avec des officiers du SR militaire allemand.

C'est une notion établie, avec photos et documents à l'appui. Un de ces officiers était le capitaine Reiser, bailleur de fonds de Messali, dès le début de la guerre de 1939-1945. Le PPA fut dissout. Messali fut logiquement incarcéré.

Plus tard, le 25 janvier 1941, une révolte de spahis à Maison-Carrée provoqua l'assassinat de 10 civils français, de 10 sous-officiers français et d'un capitaine français. Il fallut faire donner un escadron du V^{ème} Chasseurs d'Afrique pour mâter cette rébellion. Tous les leaders furent fusillés.

Messali n'était intervenu en rien dans la genèse de cette révolte sanguinaire de Maison-Carrée. Mais les émeutiers avaient hurlé son nom lorsqu'ils déclenchèrent leurs assassinats, et lorsqu'ils furent sur le point de massacrer 200 civils français réfugiés dans un cinéma.

Messali avait été condamné à 18 ans de travaux forcés au mois de mars 1941 par le tribunal militaire français de la rue Cavaignac à Alger. Il fut libéré par le général Giraud sur injonction courtoise mais impérative de Robert Murphy que nous connaissons comme le représentant personnel de Roosevelt à Alger depuis le mois de décembre 1940. L'élargissement de Messali intervint au début de l'année 1943. Le PPA, Parti du Peuple Algérien, fut dès lors autorisé à réapparaître.

Il fut incorporé à l'AML créée cette année-là, par la volonté conjointe de Ferhat Abbas et de De Gaulle. Malgré l'opposition du général Giraud qui ne fut soutenu par personne. En particulier par aucun officier général ou supérieur de l'armée française qui était en train de renaître.

Le PPA connut sa dernière dissolution, après le 8 mai 1945.

Dans la suite de sa carrière, Messali connut tout le temps une liberté surveillée, ou plutôt contrôlée.

Il était tenu en mains en effet, par la police et les services de renseignement français. Ceux-ci prétendaient l'utiliser à leur discrétion en exhibant contre lui une menace redoutable : accuser Messali de collaboration avec l'ennemi allemand *et le renvoyer, éventuellement, devant une cour de justice.*

Messali ne jouissait donc d'aucune liberté d'action. Tenu en mains. Ficelé par la police et les services français. Depuis 1945.

Il n'était intervenu en rien, soulignons-le, dans l'insurrection de Maison Carré de 1941 et dans l'insurrection du 8 mai 1945. On ne trouva donc aucune raison de refuser la naissance du MTLD¹. Ce fut en 1946. Le siège du MTLD se situait place de Chartres, à Alger. Le MTLD assurait ainsi la succession théorique du PPA. Sous contrôle français puisque Messali était totalement contrôlé par la police française.

¹ MTLD : Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques

A partir du MTLD, deux notions vont conférer à la guerre d'Algérie déjà mise en route, un rayonnement nouveau. Un enrichissement de l'identité doctrinale et politique de cette guerre sur lequel les historiens de la guerre d'Algérie, ne sont pas prolixes.

C'est un chapitre majeur de notre histoire qu'il m'est arrivé d'évoquer à mille reprises.

Je vais rappeler sommairement la nature de cet enrichissement dans le chapitre qui suit : un chapitre qui traite :

- de l'OS, Organisation Secrète,
- du MNA, Mouvement National Algérien.

Ce qu'il faut se garder d'oublier c'est la réalité suivante : au sein du MTLD siégeaient de véritables révolutionnaires qui aspiraient, sans équivoque, à déclencher une guerre contre la France.

Ces mêmes hommes étaient parfaitement conscients, par ailleurs, que Messali n'était pas libre. Ils avaient néanmoins enregistré qu'il avait acquis la notoriété d'un symbole presque mystique : celui du combat contre la France.

Ils prirent la décision de se regrouper au sein d'une organisation clandestine. Une organisation clandestine qui avait la particularité d'être structurée à l'intérieur d'une organisation légale.

Car le MTLD jouissait de statuts qui avaient été agréés par la Préfecture d'Alger. Cette nouvelle organisation clandestine, appelée Organisation Secrète, fut élaborée à l'intérieur du MTLD certes, mais regroupa quelques noms parmi les plus célèbres de la guerre d'Algérie :

Krim Belkacem, Ait Ahmed, Mohamed Khider, Boudiaf, Ben Kheda... Lahouel, Kiouane, ces deux derniers s'identifiant à des collaborateurs directs du maire d'Alger, Jacques Chevallier. (En 1954 celui-ci fut nommé secrétaire d'état à la défense nationale et plus tard, ministre de la guerre).

Ils assumèrent un rôle fondamental dans le déroulement de la guerre déclenchée contre la France en Algérie.

L'OS, dès sa constitution en 1947, soit 7 ans avant le début officiel de la guerre d'Algérie, prit une initiative d'importance majeure.

Elle demanda et obtint l'appui de la Ligue Arabe.

A partir de cette information, il s'agit d'être très attentif.

La ligue arabe fut créée en 1945, quelques semaines avant la fin européenne de la guerre mondiale de 1939-1945. Elle fut créée en Egypte.

C'est-à-dire, à cette époque, sur le territoire d'implantation des bases-arrières de la 8ème Armée britannique.

La ligue arabe ne pouvait se passer de l'accord certes, mais surtout de l'appui des services secrets britanniques. De la nation anglaise.

Donc, en 1945, l'Angleterre soutient la ligue arabe.

On peut préciser qu'à cette époque, la ligue arabe c'est la chose de l'Angleterre.

La ligue arabe, sans tarder, accorda son soutien à l'OS algérienne dès 1947. C'est-à-dire à la structure révolutionnaire majeure, réelle et clandestine du MTLD.

L'OS c'était *le noyau du futur FLN*.

Quand on étudie cette alliance opérationnelle, il faut se garder de faire l'impasse sur une notion fondamentale. Lorsque la ligue arabe fut créée en 1945, en regroupant l'Egypte, la Palestine, la Jordanie, l'Irak et l'Arabie, c'était dans quel but ?

Ou plus précisément, quel était le but des Britanniques ?

C'était celui d'appuyer officiellement et ouvertement le monde arabe dans une lutte, dont la finalité exclusive était d'interdire la naissance d'un état d'Israël.

La proclamation de Lord Balfour à la Chambre des Communes, n'avait pas résisté à l'influence du *dieu Pétrole*. L'Irak, devenu indépendant grâce aux Anglais, détenait dans ses sous-sols une énorme richesse pétrolière. Les Anglais voulaient l'exploiter. Il leur fallait, pour retirer un maximum de profits de cette ressource d'hydrocarbure, construire un oléoduc d'une part et jouir d'un port d'embarquement du pétrole pour l'Angleterre d'autre part.

Ce port c'était Haïfa. En territoire palestinien.

« Vous voulez Haïfa pour jouir du pétrole que nous vous vendons. Nous, nous refusons que Jérusalem, 3^{ème} ville sainte de l'islam, devienne une ville juive ». Pour satisfaire à cette exigence arabe les Anglais entrèrent en conflit avec les combattants de la future république d'Israël.

Ce qui revient à dire que lorsque l'OS, l'Organisation Secrète, qui regroupait les fondamentaux de la révolution algérienne bénéficia de l'appui de la ligue arabe, elle s'inscrivit ouvertement par cette décision, dans le combat anti-juif.

C'est une notion qu'il faut retenir.

Il ne faut pas oublier de la rappeler pour l'information de ceux qui veulent à tout prix, contre la plus élémentaire des logiques, voir dans les défenseurs de l'Algérie française, des hommes animés avant tout d'une motivation anti-juive.

Accusation dénuée de tout fondement bien évidemment et surtout *accusation de recours* formulée par ceux qui sont obligés de constater néanmoins, que la mort de la France sud-méditerranéenne en Algérie, mise en œuvre par De Gaulle, conféra tout son mordant actuel à l'impact de l'arabo-islamisme fondamentaliste à l'échelon universel.

Nous venons de rappeler le rôle de la ligue arabe dans la définition historique, politique et confessionnelle de la guerre d'Algérie.

Cette ligue a connu, par la suite, d'autres évolutions.

L'une des plus importantes remonte à l'année 1970.

C'est l'année où fut installée à Paris une Chambre de Commerce franco-arabe, présidée par M. Hervé de Charrette. La zone où allait s'exercer la compétence de cette chambre, fut définie par la France *et les 22 pays membres de la Ligue des Etats Arabes*.

C'était l'amorce de nouvelles structurations bancaires et financières dont le but se proposait avant tout de rendre les compétences de nos financiers compatibles avec la charria. Il fallait faire accéder les techniciens de la finance française, à un savoir-faire « islamiquement » compatible, répétons-le, avec les nouvelles exigences consécutives à une implantation très appréciable de l'argent arabe en France.

Le tout, en accord avec quelques associations mondiales *internationales* qui prétendaient diriger le monde, à cette époque, uniquement par le relai du jeu bancaire. Qu'il s'agisse de « le Siècle » ou de la « French American Foundation (FAF) » en relation avec le célèbre groupe Bidelberg et les structures décisionnaires plus ou moins occultes du capitalisme financier international. C'était vrai il y a 46 ans ! Aujourd'hui : j'avoue ne pas être informé.

Le MTLD, comme l'UDMA, connut au lendemain de la Toussaint Rouge, le 1^{er} novembre 1954, les inconvénients d'une dissolution. Messali n'éprouva aucune difficulté à donner vie à son mouvement pour la troisième fois : sous l'appellation du MNA, le Mouvement National Algérien.

Ce MNA très rapidement et officiellement interdit, donc clandestin, connut cependant une période d'activité opérationnelle dirigée clandestinement, ou plutôt mise en œuvre cette fois, par les services secrets militaires français.

Le MNA se soumit d'autant plus qu'il était dans l'obligation de se défendre contre le FLN qui exigeait en permanence l'unité d'action.

Le FLN exécuta, animé de ce déterminisme unitaire, un nombre important de messalistes.

Ce style de conflit fut à l'origine de *règlements de compte FLN-MNA* qui *opportunistement* ont servi de camouflage juridique et politique à des opérations déclenchées par des contre-terroristes français décidés à combattre clandestinement le FLN, dès 1955.

Ce MNA, soutien indirect ou plutôt mercenaire du contre-terrorisme patriote français, connut un bouleversement de son utilisation après la prise du pouvoir par De Gaulle, en 1958. Il devint alors un appareil clandestin au service de ceux qui, sous le prétexte allégué et surtout mensonger de défendre la « coopération » en Algérie, se mettaient au service exclusif de De Gaulle.

Ils ne poursuivaient qu'un but : le pourrissement de la thèse « Algérie française ».

Plus tard, en 1962, ce MNA clandestin devint officiellement le F.A.A.D., le *Front Algérien d'Action Démocratique* qui, théoriquement et légalement, prétendait structurer une force d'opposition anti-FLN, dans l'Algérie indépendante.

Mais qui en toute et simple vérité, était une création des services spéciaux français, dépendant de l'Hôtel Matignon, c'est-à-dire théoriquement des services du premier ministre Michel Debré.

En réalité, ces services exerçaient leur activité par le relais de la Sécurité Militaire Française en Algérie. Le colonel qui la commandait était entièrement soumis aux ordres de Fouchet et de De Gaulle. Il avait neutralisé tous les autres services secrets français qui ne jouaient plus aucun rôle.

Cette nouvelle structure mise en action par les services secrets de Matignon, prétendait devenir l'instrument d'une future et mensongère opposition au FLN dans l'Algérie nouvelle qui allait prendre la succession du cadavre de la France sud-méditerranéenne.

Le F.A.A.D., en tant que structure gaulliste, en tant que bluff gaulliste, obtint néanmoins un brillant succès : il provoqua l'arrestation du général Salan, à la suite *d'initiatives criminelles* d'Achard et de Ferrandi, que nous connaissons déjà.

Jean-Claude PEREZ

Fait à Nice,
Le 17 mars 2016

N'hésitez-pas à consulter le site du Cercle Algérieniste de Nice et des Alpes Maritimes et tout particulièrement, la classification et études de Raphaël PASTOR et Hervé CUESTA.

BIBLIOGRAPHIE

L'assassinat de l'Algérie française, terreau de la conquête islamiste actuelle. 2012

Un des livres du cinquantenaire, à lire et à faire lire.

Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie

Stratégies et tactiques, 2006 ; 2^e Edition

Cet ouvrage a été d'un grand recours dans la rédaction de cette étude

L'islamisme dans la guerre d'Algérie

Logique de la Nouvelle Révolution Mondiale, 2004

Le sang d'Algérie

Histoire d'une trahison permanente, 2006 ; 2^e édition

Debout dans ma mémoire

Tourments et tribulations d'un réprouvé de l'Algérie française, 2006 ; 2e édition

Attaques et Contre-attaques

Vérités tentaculaires sur l'OAS et la guerre d'Algérie II, 2008

Editions Dualpha

Boite 37

16 bis rue d'Odessa

75014 PARIS

Tel. : 09 52 95 13 34 - Fax : 09 57 95 13 34

Mail : infos@dualpha.com

Site internet : www.dualpha.com

Vous pouvez prendre connaissance des deux interview accordées par Jean-Claude PEREZ :

- la première à Monsieur Olivier CAZEAUX : sur Internet tapez « OAS, le docteur PEREZ parle » ;

- la seconde, à Monsieur BESSOU dans le cadre de la préparation d'un film. Monsieur BESSOU a livré à Jean-Claude PEREZ tout le matériel de son exposé visible sur le site www.jean-claude-argenti-sauvain.com.